



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Référence : 20220215-RAP-63-0190-VENDOME-Riom

RAPPORT DE CONTRÔLE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société : SCI VENDOME ACTIVITES Adresse : ZAC du Parc Européen d'entreprises, rue Ludwig Van BEETHOVEN Commune : 63200 RIOM		S3IC 0056.01602 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Entrepôt logistique		
Date du contrôle : 9 février 2022		
Inspecteur(s) :		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ../../..		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : suites de la précédente inspection de mars 2021
Thème(s) du contrôle		<ul style="list-style-type: none">Suites de l'inspection de mars 2021prise en compte du risque incendie
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none">réalisation d'un exercice incendie avec application du POI		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none">Arrêté ministériel du 11/04/2017 relatif aux prescriptions générales pour les entrepôtsArrêté préfectoral du 27/02/2006Arrêté préfectoral complémentaire n°07/04605 du 15/10/2007Porter à connaissance n°16/1755 V2 de février 2017		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Equipe RIA <input type="checkbox"/> Autre :	

Constats de l'inspection

I – Contexte

L'installation se situe sur la commune de Riom, au sein du parc européen des entreprises. L'entrepôt est soumis à autorisation par arrêté préfectoral du 27/02/2006. Le site permet également le stockage de 9000m³ de pneumatiques (porter à connaissance de 2017).

Le volume de l'entrepôt est de 452300m³.

Il est composé de 6 bâtiments et il y a 2 locataires :

Le bâtiment 1 comprend 6 cellules : les cellules 1 et 2 sont occupées par DERICHEBOURG MICHELIN, les cellules 3,4,5 et 6 sont occupées par le locataire Jacky PERRENOT.

Le bâtiment 2 est composé de 5 chapiteaux de 2800 m² chacun, 3 sont occupés (2,3,4) par le locataire Jacky PERRENOT, les 2 autres sont vides.

Le bâtiment 3 a une superficie de 3316m² et est divisé en 2 zones de 1359 et 1340m² (Jacky PERRENOT)

le bâtiment 4 a une superficie de 2595m² (Jacky PERRENOT) et sert au nettoyage et reconditionnement des casiers.

Le bâtiment 5 (salle et sanitaires chauffeurs) et **le bâtiment 6 (accueil)** ne sont plus utilisés.

I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant correspondaient au périmètre suivant à inspecter : *Suites la précédente inspection, réalisation de l'exercice incendie avec application du POI mis à jour*

Le déroulement de la visite a permis de vérifier les thèmes retenus pour cette inspection.

Les constats suivants relevés lors de la précédente inspection ont été soldés :

- constat 1 : mise en place de produits absorbants,
- constat 4 : plan de formation du personnel,
- constat 5 : mise en place du registre foudre,
- constat 6 : alarme du séparateur hydrocarbure,
- constat 9 : visite décennale de la cuve à gaz,
- constat 10 : registre des personnes extérieures présentes sur le site.

I.2 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

L'exploitant (AXA immo) ne joue pas pleinement son rôle sur ce site. Il doit prendre conscience des responsabilités inhérentes à son rôle et ne pas déléguer ses responsabilités aux différents prestataires.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, 4 non-conformités et 2 observations ont été relevées. Ces non-conformités et observations sont récapitulées dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Il est demandé à l'exploitant de fournir, dans un délai maximum de 1 mois, un plan d'actions visant à remédier aux non-conformités et observation constatées. Ce plan d'actions devra respecter les délais mentionnés dans le rapport ci-joint.

Inspecteur Le 15 février 2022 L'inspecteur de l'environnement Signé	Vérificateur Le 16 février 2022 L'inspecteur de l'environnement Signé	Approbateur Le 16 février 2022 Pour le directeur régional, le coordinateur de l'équipe risques industriels et accidentels Signé
---	---	---

Annexe 1 – Fiche de constats¹

Constat n° 1 (constat 2 de l'inspection de mars 2021 : état des stocks

Lors de la précédente inspection, un état des stocks n'avait pu être fourni par les locataires (aucune précision sur les produits dangereux, la localisation et la répartition au sein des cellules). Lors de l'inspection du 9 février, le problème n'est toujours pas résolu. Le système permettant d'avoir accès à un état des stocks de manière rapide et pérenne n'est toujours pas effectif. Lors de l'exercice incendie réalisé le jour de l'inspection, pas de donnée dématérialisée même si le responsable d'exploitation était en mesure de donner verbalement le volume de produits présents dans chaque cellule.

L'exploitant met en place de manière effective, pérenne et accessible à tout moment un système permettant d'avoir un état des stocks.

L'inspection pourra demander à tout moment à connaître l'état des stocks présents sur le site afin de s'assurer de l'efficacité du système mis en place.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Point 1,4 Annexe II AM 11/04/2017 Article 2.2.1- de l'arrêté préfectoral complémentaire 17/10/2017	2 mois	

Constat n° 2 (constat n° 3 précédente inspection): Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur.

L'exploitant a pris en compte cette non-conformité. Toutefois, il est apparu la nécessité de changer le système SSI au niveau des structures chapiteaux car de nombreux défauts étaient dus au câblage. Compte tenu du montant des travaux, l'exploitant a effectué un appel d'offres.

L'inspection a été informée que le propriétaire a validé l'appel d'offres.

L'exploitant transmettra à l'inspection les informations permettant de suivre l'évolution des travaux.

Dans l'attente de la réalisation de ces travaux conséquents permettant une mise en conformité complète, l'exploitant mettra en place **immédiatement** un système de ronde régulière afin de vérifier qu'il n'y a pas de point chaud ou d'incidents électriques. Ces rondes seront retranscrites dans un registre.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.3.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire 17/10/2017	6 mois	

¹ L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

Constat N° 3 (constat 7 précédente inspection) : Le site dispose d'un plan d'opération interne. Des exercices de défense contre l'incendie sont réalisés avec le SDIS et sont renouvelés tous les 3 ans. Le POI devait être révisé. Un exercice incendie a été réalisé le jour de l'inspection avec mise en place du POI Version 5.

Concernant le POI, les incohérences sont toujours présentes (rôle de l'agent de sécurité alors que le poste de garde n'est plus fonctionnel, présence sur plan d'une cellule de crise alors qu'elle n'existe pas physiquement sur le terrain, plusieurs rôles remplis par une seule personne lors de la mise en œuvre du POI, indication de présence de trousse de secours dans toutes les cellules alors que ce n'est pas le cas, non prise en compte des effets thermiques pour déterminer les lieux de rassemblement et de la pseudo-cellule de crise). L'organisation de la gestion d'un accident n'est pas acquise. Aucune mesure n'est prévue pour gérer la phase post accidentelle.

Concernant l'exercice incendie : le temps d'évacuation est trop long (supérieur à 10 min), les chauffeurs n'avaient pas quitté leurs camions, personne n'est prévu pour empêcher les camions d'accéder au site, le point de rassemblement est un peu près des bâtiments.

L'exploitant rédigera un POI réaliste et efficient qu'il transmettra à l'inspection. Il testera ce dernier et transmettra le compte rendu de ce test à l'inspecteur en charge du site. L'inspection pourra, aux vues des éléments transmis, réaliser un exercice sur le site avant la fin de l'année 2022.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral complémentaire 17/10/2017	2 mois	

Constat N° 4 (constat n° 11 de la précédente inspection) : calcul des effets thermiques

L'exploitant a réalisé les calculs demandés lors de la précédente inspection. En revanche, aucune analyse n'a été faite concernant ces résultats et leur impact sur le site.

Il exposera d'une part les dispositions qu'il adoptera pour obtenir une situation conforme en précisant les délais de réalisation des actions qu'il a décidées, et d'autre part les dispositions qu'il prendra pour garantir en permanence, le respect de ces hypothèses.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Annexe 9 du PAC révisé du 02/02/2017	2mois	

Constat N° 5 (constat n° 12 de la précédente inspection) : plan de circulation

L'exploitant devait fixer les règles de circulation applicables à l'intérieur du site et les porter à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Sur le grand parking où est situé l'ancien poste de garde, la signalétique est faite de manière sommaire avec des bornes plastiques.

L'exploitant devra mettre en place une signalétique pérenne et efficace

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.3.1 de l'AP 27/02/2006	2 mois	

Constat N° 6 (constat n° 9 de la précédente inspection) : Contrôle de la tuyauterie gaz

L'exploitant devait effectuer un contrôle de la tuyauterie de gaz entre la cuve et la station de distribution de gaz par un organisme compétent tel que les organismes habilités pour les requalifications d'équipements sous pression.

A ce jour, aucun élément n'a été transmis sur ce sujet.

L'exploitant devra procéder à la réalisation de ce contrôle.

Nota :

Un tel contrôle est aussi à faire sur les canalisations de distribution de gaz aux chaudières et autres éventuels appareils utilisant du gaz.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	R4224-17 code du travail	2 mois	